

La Feuille

**Antony
Terre
Citoyenne**
Ensemble, osons
la transition écologique,
la justice sociale,
la démocratie

N°4 - Novembre 2021

Collectif de citoyen.ne.s, de membres d'associations et de partis politiques

Citoyens à Antony, Europe Ecologie les Verts, Génération.s, La France Insoumise, Parti Communiste Français, Parti Radical de Gauche, Parti Socialiste



Quand tout sera privé, nous serons privés de tout !

On ferme !

Après le bureau Antony Briand bouclé sans préavis le 30 octobre, celui de Pajeaud est sur la sellette. Mais le maire considère en conseil municipal que toute action contre cette fermeture serait pure gesticulation. Le prix de l'énergie flambe ! Maintenant indexés sur le marché comme les carburants, le gaz et l'électricité ont augmenté, l'un de 57% depuis le 1er janvier, et l'autre doit suivre ! Quant à la santé, lorsque la Croix-Rouge menace de se désengager de son centre du Noyer Doré, le maire refuse d'en assurer le fonctionnement. Les soins deviennent inaccessibles aux plus modestes.

Voilà le résultat du désinvestissement massif du gouvernement dans les services publics. On sait pourtant que ces derniers réduisent fortement les inégalités.

Il y a trois semaines, nous avons lancé une pétition contre la fermeture des bureaux de poste d'Antony.

Chaque fois, des dizaines de personnes viennent signer contre cet abandon qui isole encore un peu plus les citoyen.ne.s, les plus âgé.e.s, les plus fragiles. Mais les signataires expriment aussi leur colère contre les multiples fermetures de services publics.

C'est cette colère que nous relayons aujourd'hui.

L'accès aux soins à Antony : gesticulation politique ou solution durable ?

Interpelé à plusieurs reprises sur la difficulté d'accès aux soins pour les Antoniens, le maire se voulait rassurant : il y a des médecins qui s'installent à Antony, une maison médicale va être créée, il existe déjà le centre de la Croix-Rouge au Noyer Doré...

Mais la réalité est moins reluisante.

Le projet de maison médicale ?

Certes, la ville a acheté un local dans ce but, mais en centre-ville, déjà bien pourvu ! Quant aux médecins généralistes qui s'y installeront, seront-ils conventionnés au tarif de la Sécurité sociale (secteur 1, sans dépassement d'honoraires) ? « Au moins au début... », répond évasivement

le maire, toujours prompt à noyer le poisson. Aucune garantie donc !

Le centre de santé du Noyer Doré ? La Croix-Rouge a décidé de s'en défaire ! Vibrant d'indignation, le maire a proposé au conseil municipal... un simple vœu s'opposant à cette décision. Par souci de continuité de l'offre de soins sur le quartier, nous avons voté ce vœu. Et si la Croix-Rouge maintient son départ ? Le maire évoque de possibles repreneurs, tout en avouant que, quel que soit ce dernier, « les conditions d'accès aux soins s'en trouveront gravement affectées » ! Voilà ce qui arrive quand la municipalité se défausse

systématiquement sur les associations, plutôt que d'assumer pleinement son rôle en matière d'action sanitaire et sociale.

Le bon sens et l'efficacité voudraient que la ville, qui a fourni et équipé le local, transforme cet équipement du Noyer Doré en Centre municipal de santé, comme l'ont déjà fait d'autres communes du département. Voilà une solution pérenne et durable, à l'opposé de la gesticulation politique. Qu'en dites-vous, monsieur le maire ? **Les Antoniens seraient assurément mieux soignés !**

La Poste et la riposte

Malgré les promesses électorales du maire en 2014, "nous nous opposerons à toute idée de fermeture de ce bureau, comme des autres bureaux de la ville", la Poste La Fontaine a fermé en 2016. C'est maintenant le tour de la Poste Aristide Briand, supprimée le 30 octobre. Sans oublier la Poste Pajeaud, dont la fermeture n'a été suspendue jusqu'ici que grâce à la mobilisation des habitants du quartier. Mais le maire s'accommode fort bien de ces fermetures en cascade. Il annonce déjà qu'il ne restera bientôt que deux bureaux, celui du centre ville et celui de l'avenue de la Division Leclerc, à proximité de Massy. Pire, [en conseil municipal](#), il fait la promotion de la reprise du service postal par des commerçants. Nous nous opposons à ces fermetures qui mettent à mal le service public et le lien social. Notre [pétition](#) a déjà recueilli 1675 signatures. Continuons à la faire signer !

**AIDER À
BOUCLER AUSSI
LES DÉBUTS DE MOIS.**
CHACQUE MOIS, 1,4 MILLION
DE CLIENTS DE LA BANQUE
POSTALE SE RENDENT
EN BUREAU DE POSTE
POUR RETIRER LEURS
PRESTATIONS SOCIALES.
LA PROXIMITÉ, C'EST UN MÉTIER.



Parole d'élue : Irène Huard



Avant d'être élue municipale, tu t'es investie dans le mouvement syndical et tu sièges à ce titre au Conseil économique, social et environnemental d'Île-de-France (CESER). Tes capacités de négociation et de travail sur dossier, ça vient de là ?

Au CESER, nous émettons des avis sur les politiques régionales d'aménagement du territoire, des transports, du logement, d'emploi... , à partir d'un travail de documentation et d'audition de représentants très divers. Et c'est le contact avec les salariés, pour connaître et faire progresser leur situation, lors des négociations, qui

me motive dans le syndicalisme. Ces deux expériences me sont très utiles en tant qu'élue municipale, au service des Antonien.nes.

Tu es intervenue au Conseil pour que les commissions municipales soient mieux organisées. C'est important, le travail en commission ?

Bien sûr, nous pouvons questionner les représentants de la Ville plus en détail sur les projets qui seront présentés en conseil municipal. Mais la plupart du temps les décisions sont déjà prises.

Sur les domaines que tu suis particulièrement (culture, sports, mobilités, vie économique), est-ce que tu as l'impression que la majorité municipale tient compte des propositions que tu portes ?

La majorité de droite est peu réceptive à nos demandes. Exemples : l'aide à l'inscription aux clubs sportifs,

la mise en place d'études artistiques après l'école, la création de maisons de quartier, un centre de santé municipal, l'encadrement des loyers. Pour faire avancer ces propositions, il faut changer de majorité !

Sur ce début de mandat, quelle est ta plus grande satisfaction et ta plus grande déception ?

Je suis très satisfaite du travail collectif riche et sérieux que nous réalisons dans notre groupe, appuyé sur notre collectif Antony Terre Citoyenne. Pas de déception en vue !

Un dernier mot pour les Antoniens qui te liront ?

Rejoignez-nous si vous voulez que ça change !



Une crèche en moins

Épinglée par un rapport alarmant, l'Aide sociale à l'enfance du 92 devait mettre en place des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens avec certaines associations, dont l'AVVEJ qui a brutalement fermé sa crèche du Bief, après la démission en masse des éducatrices. Les mères du foyer vont se retrouver sans crèche.

Auchan noie le poisson

Fermé cet été pour rénovation avec promesse d'une vraie poissonnerie, le magasin Auchan du quartier La Fontaine a rouvert avec des automates qui ont remplacé nos caissières. Auchan a-t-il supprimé leurs emplois ? Où sont-elles passées ? Le client fait gratuitement le travail d'encaissement, mais aussi de pesage sans baisse des prix et sans poissonnerie. Tous perdants...sauf sans doute les actionnaires d'Auchan !

Nous retrouver

Notre collectif Antony Terre citoyenne reprend ses réunions (**en présentiel**).

Nous vous donnons rendez-vous **le jeudi 16 décembre à l'Espace Henri Lasso à 20h15 et le lundi 7 mars à 20h15 à l'Espace La Fontaine.**

Le samedi 22 janvier nous nous réunirons à partir de 16h et nous enchaînerons à 18h avec un moment festif pour offrir nos vœux aux Antonien.ne.s.

Si vous aimez cette publication, vous pouvez nous aider à poursuivre la route :
en demandant à recevoir les prochains numéros par mail à lafeuille@antonyterrecitoyenne.org

En soutenant financièrement par un chèque à :

association de soutien à Antony Terre citoyenne – envoyé à JC Houver - 11, avenue de la division Leclerc - 92160 Antony

Ou en nous signalant les sujets que vous aimeriez voir abordés dans nos colonnes

D'avance, merci.

**Vous aimez
La Feuille ?
On continue...**

Énergie trop chère : Touche pas à mes taxes !

Essence hors de prix, flambée de l'électricité et du gaz ? La précarité énergétique s'étend. Pour calmer la colère, le président Macron sort sa baguette magique : un chèque royal de 100 euros !

Une miette concédée à contrecœur, pour ne rien lâcher sur le fond : une

vraie baisse du prix des énergies, qui passe par une baisse des taxes et de la TVA. « *Touche pas à mes taxes !* », dit Macron.

A Antony, pareil... en pire !

La mairie ne lâche RIEN pour aider les foyers modestes à faire face. Elle pourrait pourtant

redistribuer le million d'euros qu'une taxe sur l'électricité (TFCE) lui rapporte chaque année, comme le lui proposaient les élus d'Antony Terre Citoyenne. Réponse du maire : "On ne fera rien, Madame !" **Touche pas à ma taxe.**

Vidéosurveillance : une ruineuse illusion

La vidéosurveillance engloutit des sommes colossales. Mais pour quel résultat ? La Chambre régionale des comptes vient de doucher l'enthousiasme municipal sur l'efficacité de la vidéosurveillance à Antony, prétendument miraculeuse. Dans son dernier rapport, elle relève que, de l'aveu même de la commune, « *si son apport en milieu fermé (équipements publics) permet de limiter nettement les atteintes aux équipements (vols, dégradations), son impact est plus difficile à mesurer dans l'espace public* ».

Difficilement mesurable, l'impact ? Pas la dépense en tout cas qui, elle, est facilement chiffrée : entre déjà dépensé et à venir, l'investissement se monte déjà à 3 300 000 euros... Sans compter les coûts de maintenance et d'exploitation récurrents !

Le rapport ajoute : « *le fait de disposer d'images parfaitement exploitables n'est pas la garantie d'une exploitation judiciaire* ». Les chiffres sont éloquentes : en 2019, notre commune a connu 1 909 actes de délinquance, mais dans seulement 6% des cas, la vidéosurveillance a pu être exploitée !

Maigre bilan, en regard des millions engloutis ! Cet argent public serait mieux utilisé s'il s'attaquait aux causes sociales de la délinquance : échec scolaire, violences intrafamiliales, discriminations, chômage, pauvreté, précarité... Un recrutement en nombre de policiers municipaux et d'éducateurs de prévention rendrait **un plus grand service** que les caméras, l'humain en plus. Quant aux forces de police, elles nécessitent un sérieux renforcement.

Au lieu de cela, la majorité municipale préfère vendre de l'illusion. La déception à venir entraînera fatalement une fuite en avant vers d'autres « solutions » inefficaces comme la reconnaissance faciale, les drones, les applications de signalement, le big data... C'est peut-être ce que le candidat Sénant annonçait dans sa campagne : "renforcer la sécurité et l'intelligence du système afin de mieux anticiper tout acte de malveillance."

Big brother...

Salubrité publique : Le Noyer-Doré oublié

Des cadavres de rats sur les trottoirs, des locaux pour encombrants qui débordent, des logements sociaux dont les façades s'effritent. C'est au Noyer Doré. Pourtant les habitants plantent des fleurs devant les immeubles, affichent les dessins des enfants, entretiennent avec amour leurs jardins partagés. Mais c'est le Noyer Doré et pas le centre ville...



Pollution lumineuse

Certaines villes consomment en une nuit autant d'énergie que d'autres en un an.

Des commerces placent des écrans au-dessus de leurs rayons légumes pour donner la mensongère illusion de la nature respectée... Au final, les écrans publicitaires lumineux imposent au passant leurs hameçonnages visuels inutiles et croissants. Le piéton ne va plus vers une vitrine, il est happé par elle, qui annule sa volonté.

Le dernier rapport du GIEC est une injonction à changer radicalement de modèle.

En matière d'écrans sur la voie publique, comment sortir Antony de l'inflation qui détourne l'attention des conducteurs et capte implacablement regards et cerveaux du citoyen et de ses jeunes enfants ?

Comment diminuer globalement l'éclairage de nuit à Antony, comme l'a suggéré le dernier Conseil des jeunes citoyens ? Donnons une chance supplémentaire à la biodiversité. De plus en plus de villes éteignent désormais, complètement ou partiellement leur voirie.

Quand les habitants doivent se protéger de lampadaires trop puissants, il faut améliorer les plans de diminution d'intensité, d'extinction, de détecteurs de présence, au fur et à mesure des installations ou réparations.

Des villes interdisent la publicité lumineuse, certaines la publicité tout court.

Comment faire entrer Antony en sobriété énergétique, un impératif pour changer de modèle ?

La ville aussi doit de se positionner sur cette question.

Ne nous cachons pas derrière l'argument de la sécurité pour justifier cette débauche de pollution lumineuse.

La sécurité se travaille autrement : par l'éducation et la qualité des écoles, la stabilité professionnelle, l'accès au logement, l'appartenance à la communauté humaine, et des équipes terrain mixant police et éducateurs de haut niveau, en contact proche, permanent, serein avec la population.

11 ans de retard, si tout va bien

En 2016, seuls 20 bâtiments ou installations de la ville sur 127 étaient aux normes d'accessibilité au public.

Aujourd'hui, 51 de plus sont aux normes ou sont en passe de le devenir. D'ici 2025, fin du sursis accordé par les gouvernements successifs, il en reste à peu près autant à mettre aux normes. Antony satisfera alors à une obligation, annoncée par une loi de 2005, avec effet à la fin 2014.

Centre municipal de loisirs du mercredi à la demi-journée

La promesse électorale du candidat Sénant se traduit, 18 mois plus tard, par un sondage dont le but inavoué est d'obtenir le moins de réponses positives possible. Combien de parents opteront pour une matinée de centre de loisirs, sans possibilité de cantine et avec engagement sur la durée ? À la mairie, la logique financière prime sur l'intérêt des enfants.

Couac municipal

La ville finance en partie l'offre GRETA de formation continue de l'Éducation nationale. Mais avec un but culturel ("de loisirs" dicit Mme Fauret), alors qu'ailleurs ces formations sont souvent professionnalisantes. Le maire a augmenté les tarifs de 6 à 12% et refusé une proposition de geler les tarifs des cours de français.

Notons que cette augmentation était appliquée avant même le vote en Conseil municipal !



Les élus d'Antony Terre Citoyenne au conseil municipal 01 84 19 69 33

Retrouvez-nous
au conseil municipal
du 2 décembre 2021
à 20H sur le site
internet de la ville.

elus@antonyterrecitoyenne.org

sylviane.aschehoug@antonyterrecitoyenne.org

david.mauger@antonyterrecitoyenne.org

irene.huard@antonyterrecitoyenne.org

olivier.paris@antonyterrecitoyenne.org

Isabelle.remy-largeau@antonyterrecitoyenne.org

Facebook : <https://www.facebook.com/Antonyterrecitoyenne>

Ont contribué à ce numéro : Sylviane Aschehoug, Irène Huard, Céline Laurent, David Mauger, Isabelle Remy-Largeau, Stéphanie Gallé, Sylvie Blanzin, Brigitte Degalet, Hélène Lemaire, Sylvain Bergounioux, Bruno Edouard, Anne Rambaut, Janet Borg

Site d'Antony Terre Citoyenne : www.antonyterrecitoyenne.org

La Feuille est éditée par l'Association de soutien à Antony Terre Citoyenne. Directeur de la publication : Pierre Rufat